



Compte-rendu de l'audio-conférence du 31 mars

La direction a commencé par rappeler le dispositif du fonds de solidarité paru ce jour au JO.

La direction a répété ce qu'elle avait expliqué vendredi (voir notre compte-rendu du 27 mars): ce dispositif ne passera pas par les SIE, mais il y aura un contrôle a posteriori qui sera probablement confié aux BDV.

Pour les entreprises qui ont interrompu leurs prélèvements pour la TVA et/ou le PAS:

- la direction a déclaré que la DG a obtenu de la Fédération française des banques qu'elle n'accepte plus ces suspensions de leurs clients

- il y a environ 4000 suspensions sur Paris, les entreprises seront réparties entre les SIP et les SIE pour être contactées afin de reprendre leurs prélèvements.

Ce dispositif sera communiqué plus tard avec un vade-mecum.

Pour les hôpitaux gérés par la DRFIP75 (CASH/CHNO/CHS), la direction a déclaré que les commandes de matériels (masques etc...) bénéficieront de quelques mesures d'aide financière abondée au niveau national et par l'assurance-maladie.

Campagne IR:

La direction attend les décisions de la DG et du ministre Darmanin en fonction du pic épidémique et de la durée du confinement.

Des décisions devraient intervenir dans les prochains jours.

Campagne déclarative des entreprises:

La date pour les BIC, BNC, BA est reportée au 31 mai.

La date pour les entreprises soumises à l'IS est reportée au 20 mai.

La direction a déclaré avoir envoyé une note pour réduire le nombre d'agents mobilisés dans les SIP.

Un message a également été envoyé pour que les chefs de service restent en contact avec leurs agents.

Les chiffres du 27 et du 30 mars:

- 543 agents présents le 30; 510 pour la journée du 27 mars

- 782 en télétravail le 30; 760 pour la journée du 27 mars

- 94 cas probables de covid-19.

La direction justifie cette augmentation des effectifs présents par le PCA élargi des SDE et par la nécessité de présence pour les arrêtés mensuels.

La direction a annoncé qu'elle donnerait la répartition des effectifs par missions une seule fois par semaine, contrairement à notre demande d'un rendu quotidien.

La direction nous a informés que les PC sont toujours en cours de distribution.

La direction a rappelé que les principes de la convention s'appliquent aux télétravailleurs occasionnels.

Selon la direction, les chefs de service ont dû expliquer ces modalités aux télétravailleurs occasionnels.

Nous avons assuré à la direction que c'est loin d'être le cas.

Il y aurait un nouveau déploiement de 2000 PC au niveau national.

Service DFT:

Nous sommes intervenus car ce service connaît des difficultés: les collègues doivent faire face à des centaines d'opérations bancaires, comme s'il s'agissait d'une période normale !

La direction a assuré qu'elle rappelle régulièrement aux ordonnateurs de faire la part entre le superflu et le prioritaire.

Cette réponse n'a évidemment rien de satisfaisant.

Restauration et frais de transports (notamment pour les agents obligés de prendre leur véhicule):

La direction a déclaré que la situation reste au point mort et qu'elle saisit la DG tous les jours.

Cela dure depuis des jours et des jours, la DG daignera-t-elle répondre aux agents un jour ?

Mutations, concours, titularisations : toutes ces opérations sont suspendues, on devrait avoir des informations en fin de semaine.

Désinfection et "nettoyage en profondeur":

La désinfection du site Reims a eu lieu ce matin, mais la direction a déclaré qu'elle n'a pas encore eu de retour sur cette opération.

La direction attend une décision de la médecine de prévention et de l'ISST (ingénieur santé sécurité au travail) sur les produits utilisés par la DDFIP92 pour cette décontamination.

En attendant, la direction s'en tient donc à des "nettoyages en profondeur".

Mais, les "nettoyages en profondeur" prévus dans le 11ème, 13ème et sur Réaumur ont été remis à plus tard, soi-disant à cause d'un pic de charge !

Cela signifie que la direction a différé ces "nettoyages en profondeur", car il y a trop d'agents sur place, c'est vraiment un comble !!

La direction attend les préconisations de la médecine de prévention pour éventuellement "nettoyer" ou désinfecter Boucry, la TP CAS ou Uzès.

Pour notre part, nous insistons systématiquement pour que les services ferment et que tous les sites soient désinfectés.

Il va y avoir un CHS-CT jeudi après-midi où il sera question du droit de retrait, du droit d'alerte, des désinfections et du nettoyage.

Cette audio-conférence a duré plus de 2h.

Comme tu le vois, les réponses concernant la santé des agents paraissent tout à fait secondaires par rapport aux missions dites "prioritaires".

C'est scandaleux !

Prends bien soin de toi et de tes proches.

Amitiés syndicalistes.